



Ministère des Affaires Étrangères
de Norvège

Stratégie

Stratégie de la Norvège pour le Sahel 2024–2030



Contenu

1	Résumé	4
2	Introduction	5
3	Domaines prioritaires et mesures prévues	7
	Les intérêts norvégiens	7
	Objectif principal et domaines prioritaires	8
	Domaines prioritaires et mesures prévues	10
	1. La réponse humanitaire et le développement durable:	10
	Répondre aux besoins humanitaires, soutenir la résilience locale, contribuer à la prévention des migrations irrégulières et à un développement durable inclusif.	
	2. La construction de la paix et la stabilisation:	13
	Participer à la prévention et au combat contre l'extrémisme violent, contribuer à la construction de la paix et à la stabilisation et promouvoir la participation des femmes et des jeunes au travail lié à la paix et à la sécurité.	
	3. La démocratie et l'égalité femmes-hommes:	16
	Contribuer à une bonne gouvernance, à la mobilisation nationale des ressources, au développement démocratique, aux droits humains et à l'égalité femmes-hommes.	
	Dilemmes et risques associés à la mise en œuvre de la stratégie	18
4	Coordination et partenariat	20

1 Résumé

La situation au Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) s'est fortement détériorée au cours des dernières années en raison de plusieurs coups d'État militaires, de rivalités géopolitiques, d'une rhétorique anti-occidentale et de défis sécuritaires plus complexes. La population civile est durement touchée par l'extrémisme violent et les effets des changements climatiques. Les besoins humanitaires se sont amplifiés. Tous ces facteurs affectent les conditions-cadres de l'engagement norvégien. La nouvelle stratégie pour l'action de la Norvège au Sahel a pour but de contribuer à inverser l'évolution négative, tout en jetant les bases d'une évolution durable à long terme. Le soutien norvégien transitera principalement par les institutions multilatérales et les organisations de la société civile. La nouvelle stratégie a une dimension régionale plus large, dans laquelle l'ambassade à Dakar est un élément central.

2 Introduction

Le Sahel a subi ces dernières années des changements spectaculaires qui ont créé des conditions-cadres plus difficiles pour l'action de la Norvège. La menace terroriste est devenue plus complexe, une série de coups d'État militaires ont été perpétrés, l'opération de l'ONU - la MINUSMA - a pris fin, les organes de coopération régionaux sont mis à rude épreuve et l'accord de paix pour le Mali (Accord d'Alger) a été rompu. Au cours des dernières années, le Sahel a aussi pris une signification géopolitique accrue et une attention croissante est prêtée au fait que la région se trouve sur le flanc sud de l'Alliance atlantique. Ceci ayant des répercussions sur notre action dans la région, une nouvelle stratégie pour le Sahel s'impose.

Les défis auxquels la région est aujourd'hui confrontée comprennent, entre autres, l'extrémisme violent, les coups d'État, les problèmes de gouvernance, les rivalités et la polarisation géopolitiques croissantes, la rhétorique anti-occidentale ainsi que l'ingérence et l'engagement militaire russe subversifs. Les facteurs sous-jacents tels que la pauvreté persistante, l'insécurité alimentaire, l'absence de développement et les effets des changements climatiques rendent la situation plus difficile encore. Ces défis contribuent aux conflits, à une aggravation des souffrances humanitaires et à un risque accru de migrations irrégulières. La situation empirera encore si les défis s'étendent aux États côtiers. Cette situation affecte les intérêts norvégiens.

À court terme, le but essentiel de notre engagement est d'inverser l'évolution négative, de gérer les défis humanitaires, de renforcer la sécurité alimentaire, de contribuer à une stabilisation et de renforcer la capacité locale à lutter contre l'extrémisme violent. En même temps, il faut créer les conditions d'un développement durable à long terme et favoriser le renforcement de l'État de droit, de l'évolution démocratique, des droits humains et de l'égalité femmes-hommes. Ces efforts sont également importants pour prévenir les migrations irrégulières. Sur le plan de la sécurité, la situation est difficile et complique l'action du personnel sur le terrain. Les régimes non démocratiques rendent complexe la coopération directe pour l'aide. L'action norvégienne au Sahel transitera donc davantage par les organisations de la société civile et les institutions multilatérales. Grâce à la création d'une ambassade à Dakar, l'engagement norvégien au Sahel aura une dimension régionale plus large.

La Norvège est engagée au Sahel depuis plusieurs décennies. Son action humanitaire et son aide au développement sont conséquents dans la région. Cet engagement a commencé dans les années 1980 par des efforts en faveur de la sécurité alimentaire dans certaines parties de la région. La Norvège dispose de compétences qui sont susceptibles d'être recherchées, notamment dans les domaines de la production alimentaire locale adaptée au climat, de l'éducation et de l'énergie. Le Sahel est l'une des régions du monde les plus vulnérables aux changements climatiques, avec des sécheresses, des crues et des tempêtes de sable et de poussière plus importantes. L'action de la Norvège pour préserver les forêts en Afrique pourra avoir un impact sur les quantités de précipitations, ce qui est important pour garantir la production alimentaire. L'engagement norvégien au Sahel a été apprécié par nos partenaires.

La dimension politique a pris une actualité croissante au lendemain du coup d'État au Mali en 2012 et de l'attentat terroriste d'In Amenas en Algérie au printemps 2013. Tout comme ses proches partenaires, la Norvège a cherché à définir une approche coordonnée des défis du Sahel afin de prendre en compte les causes sous-jacentes de la pauvreté, de l'instabilité et de l'extrémisme. En 2018, le ministère des Affaires étrangères norvégien a élaboré une stratégie spécifique pour le Sahel, qui a été renouvelée en 2021 et était censée durer cinq ans (2021 - 2025). Cette stratégie accordait une grande importance à l'action norvégienne au sein de la mission de l'ONU au Mali, la MINUSMA, et à la consolidation de l'accord de paix pour le pays. Depuis, les conditions-cadres se sont drastiquement modifiées. Suite à cette situation, la Norvège a fermé l'année dernière son ambassade à Bamako, au Mali, et a ouvert cette année une nouvelle ambassade à Dakar, au Sénégal.

Comme les problèmes sont de plus en plus transfrontaliers, la nouvelle stratégie met davantage l'accent sur une approche régionale. Sa priorité continuera d'être les cinq pays qui composaient le G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), tout en prévoyant aussi désormais un travail préventif dans les États côtiers. Les États côtiers sont les pays d'Afrique occidentale qui ont une frontière commune avec un pays du G5 Sahel.

La stratégie s'articule autour de trois domaines prioritaires, avec des mesures associées. Elle précise avec qui nous entendons travailler (partenariat) et aborde également de plus près les risques et les dilemmes inhérents à la poursuite de notre engagement.

La stratégie pour le Sahel se fonde sur les orientations générales de la nouvelle stratégie pour l'Afrique et doit être considérée comme faisant partie de l'action globale de la Norvège en Afrique. La stratégie se fonde également sur des documents directeurs pertinents, tels que *la stratégie pour la sécurité alimentaire - Mobilisation contre la faim*, *la stratégie pour l'adaptation climatique « Changement climatique, faim et vulnérabilité »*, *le plan d'action pour les femmes, la paix et la sécurité (2023 - 2030)*, *le plan d'action pour les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes*, *le Cadre stratégique d'action de la Norvège dans les États et régions fragiles* et *la stratégie révisée de la politique humanitaire de la Norvège*. La stratégie révisée pour le Sahel s'appliquera de 2024 à 2030.

3 Domaines prioritaires et mesures prévues

Les intérêts norvégiens

Le Sahel est situé au voisinage de l'Europe. L'évolution dans la région a un impact sur les intérêts norvégiens. Comme cette évolution est actuellement négative dans plusieurs domaines, une mise à jour de notre stratégie et de notre démarche dans la région s'impose.

Il est dans l'intérêt de la Norvège :

- ✧ de contribuer au renforcement de l'évolution démocratique, des droits humains et de l'égalité femmes-hommes, de la bonne gouvernance et de la mobilisation nationale des ressources ;
- ✧ d'aider les pays de la région à prévenir et combattre l'extrémisme violent ainsi que la grave criminalité organisée transfrontalière et la corruption ;
- ✧ de sauver des vies, d'alléger la misère, de préserver la dignité et les droits des individus et de veiller à ce que l'aide humanitaire parvienne à la population frappée par des crises ;
- ✧ de contribuer à une plus grande sécurité alimentaire et à la fourniture de services de base comme la santé et l'éducation à la population civile ;
- ✧ de lutter contre la migration irrégulière et les atteintes au droit d'asile et d'aider le plus grand nombre d'individus dans leurs communautés locales ;
- ✧ d'aider à bâtir des communautés locales résilientes capables, entre autres, de fournir des services sociaux et d'atténuer l'effet des changements climatiques.

Objectif principal et domaines prioritaires

L'évolution et les défis du Sahel sont transnationaux et, ces dernières années, la dimension régionale s'est encore renforcée. Le changement des conditions-cadres entraîne des conséquences sur notre action et nos méthodes de travail. Cette stratégie vise à prévenir une extension de l'insécurité, des conflits et de l'instabilité au Sahel et dans les États côtiers. Ces défis étant transfrontaliers, la stratégie pour le Sahel révisée a une dimension régionale plus large.

La vision à long terme pour l'engagement de la Norvège au Sahel est une région stable bénéficiant d'une bonne gouvernance et d'un développement inclusif et durable. Il faudra toutefois du temps pour la réaliser.

La stratégie pour le Sahel est valable jusqu'en 2030, conformément au calendrier des objectifs de développement durable de l'ONU. Elle entend contribuer à briser la spirale négative qui a cours aujourd'hui au Sahel et dans certains pays côtiers. Il faut s'attendre à ce que des événements imprévus (positifs ou négatifs) puissent se produire et affecter à leur tour l'évolution dans la région. Au cours des prochaines années, le Sahel sera confronté à des besoins urgents sur le plan humanitaire et dans les domaines de la sécurité, la stabilisation et la gouvernance. D'autre part, le travail à court terme doit permettre de jeter les bases d'un développement durable à long terme dans la région. Ceci impactera les mesures prévues par la présente stratégie.

Trois domaines prioritaires ont été définis:

1. La réponse humanitaire et le développement durable:

Répondre aux besoins humanitaires, soutenir la résilience locale, contribuer à la prévention des migrations irrégulières et à un développement durable inclusif.

2. La construction de la paix et la stabilisation:

Participer à la prévention et au combat contre l'extrémisme violent, contribuer à la construction de la paix et à la stabilisation et promouvoir la participation des femmes et des jeunes au travail lié à la paix et à la sécurité.

3. La démocratie et l'égalité femmes-hommes:

Contribuer à une bonne gouvernance, à la mobilisation nationale des ressources, au développement démocratique, aux droits humains et à l'égalité femmes-hommes.

Le suivi de la stratégie s'effectuera en partenariat avec des acteurs aux niveaux national, régional et international. La coopération avec le système de l'ONU est précieuse pour le suivi de tous les domaines prioritaires. La dimension européenne des efforts norvégiens au Sahel est également importante. Compte tenu de la situation géopolitique actuelle, il est dans l'intérêt de la Norvège de travailler avec ses alliés proches et les pays partageant ses valeurs en vue de combattre les forces qui voient dans l'instabilité du Sahel un moyen de déstabiliser l'Europe.

Le suivi de la stratégie exigera différentes formes d'action norvégienne. Certaines des mesures relevant des domaines prioritaires nécessiteront des fonds, tandis que, pour d'autres mesures, l'essentiel sera le rôle moteur de la Norvège pour promouvoir des valeurs et des priorités politiques au sein des enceintes multilatérales,

en dialogue avec les pouvoirs publics des pays concernés et en contact avec la société civile.

Il existe un lien évident entre les trois domaines prioritaires. Les avancées dans un domaine soutiendront les progrès dans les autres domaines et en dépendront. Il est important de considérer l'engagement humanitaire dans le contexte des efforts sur le développement durable à long terme, la sécurité, la résolution des conflits et la construction de la paix.

La stratégie doit être un document évolutif et flexible. Les domaines prioritaires ont été fixés, mais les mesures devront être adaptées à l'évolution future dans la région. Les mesures concrètes relevant des trois domaines prioritaires sont précisées ci-dessous.

Domaines prioritaires et mesures prévues

1. La réponse humanitaire et le développement durable:

Répondre aux besoins humanitaires, soutenir la résilience locale, contribuer à la prévention des migrations irrégulières et à un développement durable inclusif.

Les coups d'État qui ont ébranlé plusieurs pays du Sahel, ainsi que les difficultés de la coopération régionale, rendent beaucoup plus compliquée l'aide à long terme. Les besoins humanitaires sont considérables et des millions d'individus sont déplacés. Tout porte à croire que les besoins humanitaires continueront de croître alors que, dans le même temps, l'espace humanitaire et l'accès aux pays diminuent. Sur le plan de la sécurité, la situation dans les pays du Sahel est difficile et rend encore plus délicate l'action du personnel sur le terrain. Les crises et les changements climatiques frappent les femmes, les enfants et les groupes fragiles avec une dureté disproportionnée. La croissance démographique considérable dans la région, avec de plus en plus de jeunes, peut engendrer des opportunités de développement, mais aussi des défis démographiques importants. L'insuffisance et la mauvaise qualité de l'éducation mettent à rude épreuve la stabilité démocratique et la croissance économique. La Norvège poursuivra ses efforts ciblés destinés à améliorer les conditions de vie de la population civile dans la région.

Il est également important pour la Norvège de maintenir son engagement en faveur d'une meilleure protection contre la violence et les agressions et de promouvoir le respect du droit humanitaire dans les conflits armés. D'autre part, il importe d'accroître la résilience des communautés locales face aux crises, même dans les régions où les autorités centrales sont inexistantes ou très faibles. Des efforts coordonnés sont prévus, dans lesquels l'engagement humanitaire devra être rapproché de la paix, de la sécurité et du développement à long terme. Ces efforts coordonnés sont nécessaires afin de diminuer progressivement les besoins, combattre les causes des déplacements d'individus et trouver des solutions durables pour les réfugiés et les déplacés internes. Ils sont également indispensables pour rendre les communautés locales du Sahel mieux à même de répondre aux besoins de leur population locale, des personnes déplacées et des migrants.

La Norvège tient également à contribuer à l'adaptation au climat, à lutter contre la faim et à œuvrer pour empêcher de futures famines. Il est paradoxal que les pays africains importent chaque année des produits alimentaires pour environ 110 milliards de dollars. Le déficit commercial et le niveau d'endettement croissant engendrent la pauvreté. Les pays en développement doivent créer leurs propres systèmes alimentaires et mener leur propre politique pour pouvoir nourrir leurs populations. Les changements climatiques impactent beaucoup les paysans et les pêcheurs. L'agriculture doit donc s'adapter à ces changements et, dans le même temps, contribuer à des émissions réduites de gaz à effet de serre lorsque c'est possible. Une agriculture adaptée aux changements climatiques et une terre plus saine impliquent l'utilisation de plantes qui résistent aux changements climatiques et de techniques de culture qui préservent la terre. Une

résilience locale renforcée est particulièrement importante dans les régions où les autorités centrales et locales sont peu présentes.

Le soutien financier de la Norvège - à la fois l'aide humanitaire et l'aide à long terme - transite en grande partie par l'ONU, les organisations de la société civile, le mouvement de la Croix-Rouge et d'autres canaux multilatéraux. La Norvège est un important contributeur de fonds non préaffectés, à l'ONU comme aux institutions de financement, et une part substantielle de ces fonds bénéficie aux pays de Sahel. Compte tenu des besoins de financement considérables, il est crucial de travailler avec des partenaires capables de mobiliser un financement du développement et de proposer des instruments susceptibles de réduire le risque et de favoriser l'engagement et le partenariat du secteur privé.

La Norvège mettra surtout l'accent sur:

Le droit humanitaire et les principes humanitaires: la stratégie humanitaire de la Norvège constituera la base de son travail. La Norvège poursuivra son action humanitaire pour sauver des vies, alléger la misère et préserver la dignité des individus conformément au droit humanitaire et aux principes humanitaires.

L'engagement diplomatique humanitaire: par le biais de ses postes diplomatiques bilatéraux et multilatéraux, la Norvège renforcera son action dans des domaines comme la protection, le respect du droit humanitaire, l'accès humanitaire et les exceptions humanitaires dans les régimes de sanctions. Les restrictions administratives imposées par les autorités centrales de la région créent une imprévisibilité et des défis et doivent pouvoir être résolues par un dialogue.

La protection des migrants et des réfugiés et la prévention des migrations irrégulières: la Norvège coopérera avec les institutions multilatérales pertinentes pour prévenir les migrations irrégulières, protéger les migrants vulnérables et renforcer les communautés accueillant les personnes déplacées et les migrants. Nous agissons pour rendre les communautés locales au Sahel plus à même de gérer les besoins de leur propre population, des personnes déplacées et des migrants. Nous poursuivrons également le travail destiné à protéger les réfugiés, les déplacés internes et à assurer le respect de la Convention relative au statut des réfugiés et des autres instruments pertinents. Le partenariat avec l'UE concernant notamment la lutte contre le trafic de migrants, la traite des êtres humains, la protection internationale et l'asile et la migration légale sera reconduit. La migration sûre, ordonnée et régulière peut présenter un potentiel économique substantiel pour le pays d'origine et le pays d'accueil.

Le déminage et les armes légères: la Norvège soutiendra un déminage humanitaire et œuvrera en faveur du respect des normes internationales luttant contre l'utilisation d'armes conventionnelles qui causent des souffrances humanitaires et combattra la prolifération des armes légères et des munitions.

La sécurité alimentaire et le développement durable inclusif: la Norvège poursuivra son engagement à long terme pour soutenir la production alimentaire locale et l'adaptation au climat. Elle promouvra une production alimentaire durable et résistante au climat afin de réduire la vulnérabilité, y compris les efforts pour diversifier les récoltes, prévenir les pertes de récolte et pour l'accès

aux facteurs de production, tels que semences, engrais et fourrages. La Norvège s'emploiera à créer une résilience face aux crises et aux changements climatiques, grâce à des alertes précoces et des filets de protection sociale comme moyens d'action efficaces pour l'adaptation au climat et une plus grande sécurité alimentaire. En cas de famines aiguës, l'aide d'urgence sera un instrument essentiel. La Norvège s'efforcera d'autre part de favoriser les énergies renouvelables et appuiera le développement des entreprises locales et la construction d'infrastructures.

L'éducation: la Norvège poursuivra son action à long terme pour promouvoir l'éducation. Compte tenu de la jeunesse de la population dans la région, une éducation adaptée au contexte local sera d'une importance capitale pour promouvoir des communautés locales résilientes et l'égalité femmes-hommes et contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable. La Norvège participera au renforcement des systèmes éducatifs qui dispensent une éducation de base de haute qualité et à l'intégration de l'éducation dans l'action humanitaire. Elle poursuivra le dialogue dans des domaines comme la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et l'éducation en temps de crise. Enfin, elle insistera sur la formation professionnelle afin d'améliorer les perspectives d'emploi pour les jeunes dans la région.

Les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes: la Norvège œuvrera pour que les filles puissent mener à bien une formation, pour lutter contre la pauvreté et combattre le mariage des enfants et elle promouvra une croissance économique durable. La Norvège soutiendra d'autre part les droits des femmes et favorisera des stratégies et des programmes destinés à renforcer la transition démographique. Nous tablons sur une action coordonnée en vue de prévenir, combattre et répondre à la violence sexuelle et sexiste, y compris aux pratiques préjudiciables telles que le mariage des enfants et les mutilations sexuelles. Nous favoriserons l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et à l'information, y compris dans les actions humanitaires. Nous augmenterons le soutien aux organisations locales dirigées par des femmes afin de consolider leur travail, et contribuerons à la formation de partenaires dans les zones de conflit. D'autre part, nous nous emploierons à renforcer les droits économiques des femmes et leur possibilité de participer au monde du travail, notamment l'accès des femmes aux ressources et aux services financiers.

La société civile et les organisations multilatérales: la Norvège accordera la priorité aux actions transitant par la société civile et les canaux multilatéraux, y compris par un financement de base et des fonds multidonateurs. D'autre part, nous œuvrerons pour que les fonds et programmes multilatéraux répondent aux besoins des pays du Sahel et nous contribuerons à assurer une approche coordonnée et un recours accru aux analyses communes. Nous étudierons la possibilité d'un partenariat plus actif avec la Banque africaine de développement afin de promouvoir le développement des entreprises dans la région, compte tenu de la connaissance étendue de cette banque sur le Sahel et les États côtiers et de ses réseaux dans la région.

Les contacts avec les autorités: la Norvège cherchera à répondre aux besoins locaux. Cette tâche nécessitera un dialogue adapté, notamment avec les autorités centrales, locales et techniques.

2. La construction de la paix et la stabilisation:

Participer à la prévention et au combat contre l'extrémisme violent, contribuer à la construction de la paix et à la stabilisation et promouvoir la participation des femmes et des jeunes au travail lié à la paix et à la sécurité.

Au cours de l'année passée, les conditions-cadres de la construction de la paix et de la stabilisation au Sahel ont considérablement changé suite aux coups d'État, à la dissolution du G5 Sahel, au retrait de la MINUSMA, à l'échec de l'Accord d'Alger, à l'alliance entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali (l'AES) et à leur départ annoncé de la CEDEAO. Certaines initiatives régionales peuvent cependant donner de l'espoir, comme, par exemple, l'initiative d'Accra de 2017 et la Force multinationale mixte (FMM) dans la région du lac Tchad, qui avait été établie en 1994 et qui continue de jouer un rôle important.

L'incertitude règne quant au rôle futur de la CEDEAO et il reste à l'Union africaine de définir son engagement à venir dans la région. Celle-ci est devenue le théâtre de rivalités entre grandes puissances. La Russie joue, de plus en plus, un rôle déstabilisateur, en particulier par son engagement militaire renforcé. La Chine fait appel à un large éventail d'acteurs et de moyens d'action pour promouvoir ses intérêts. Or ceux-ci ne correspondent pas toujours aux intérêts norvégiens. D'autres États cherchent également à affermir leur influence.

Les changements climatiques et la raréfaction des ressources exacerbent déjà les conflits existants dans la région. Le manque de perspectives pour les jeunes dont le nombre croît rapidement dans la région, nourrit aussi largement l'extrémisme violent.

La participation effective des femmes dans la prévention des conflits, dans les processus de paix et dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent est importante. Il est également nécessaire de travailler avec les jeunes garçons et les hommes pour réduire la violence et encourager l'égalité femmes-hommes.

Compte tenu des conditions-cadres modifiées et de l'aggravation notable de l'évolution politique et sécuritaire au Sahel, les futurs efforts norvégiens en faveur de la construction de la paix et de la stabilisation doivent être flexibles et adaptés à l'évolution.

La Norvège mettra en particulier l'accent sur:

L'engagement de l'ONU en faveur de la résolution des conflits et la construction de la paix: la Norvège renouvellera son soutien aux efforts de l'ONU dans la diplomatie de la paix et assurera des ressources à l'ONU aux niveaux national et régional. Elle encouragera également la Commission de consolidation de la paix de l'ONU à poursuivre son action en faveur du Sahel, aux niveaux régional et national, et œuvrera pour que le Fonds pour la consolidation de la paix continue d'accorder des fonds au Sahel.

La coordination: la Norvège renouvellera son partenariat avec différentes organisations internationales de la société civile qui sont engagées dans le dialogue, la médiation de paix et la construction de la paix. Elle contribuera à une coor-

dination optimale des acteurs dans ce domaine et assurera un ancrage solide dans les pays et organisations régionales touchés.

Les femmes, la paix et la sécurité: la Norvège mettra en avant le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, conformément au plan d'action du gouvernement, en particulier la participation effective des femmes dans la prévention des conflits, les processus de paix et la prévention et le combat contre l'extrémisme violent. Nous entendons renforcer la coopération avec le représentant spécial de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité.

Les organisations régionales: la Norvège participera au renforcement de l'action régionale de l'UA et de l'ONU concernant la prévention des conflits et la construction de la paix. Elle s'appliquera en outre à épauler des processus destinés à mettre en place des mécanismes de coopération régionaux efficaces et notamment à soutenir les possibilités données à la CEDEAO de remplir son mandat. Nous encouragerons une bonne coopération entre l'ONU, l'UA et les organisations sous-régionales concernant l'évolution pacifique du Sahel. Nous souhaitons également appuyer les opérations de paix menées par les Africains, en nous attachant en particulier à promouvoir le respect des droits humains et du droit international humanitaire dans la réalisation des opérations.

Les régions frontalières: la Norvège envisagera de soutenir les mesures destinées à consolider la sécurité et à réduire la vulnérabilité dans les régions frontalières qui sont les plus exposées à l'extrémisme violent.

La lutte contre l'extrémisme violent: la Norvège appuiera le renforcement des capacités aux niveaux local et régional pour la lutte contre l'extrémisme violent. Ceci concerne, entre autres, l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) en Côte d'Ivoire. L'Initiative d'Accra sera également examinée. Nous reconduirons notre engagement au sein de la Coalition mondiale anti-Daech et envisagerons de participer aux activités de renforcement des capacités pertinentes telles que l'exercice Flintlock. En même temps, il est aussi important d'appuyer la prévention de l'extrémisme violent et la réintégration des anciens membres de groupes extrémistes violents. Nous soutiendrons la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Nous poursuivrons la coopération avec le Fonds mondial pour la mobilisation et la résilience communautaire (GCERF) qui est un partenaire important dans le travail en faveur des communautés locales résilientes. Nous reconduirons parallèlement l'action pour la prévention du financement du terrorisme, notamment pour le respect des normes du Groupe d'action financière (GAFI) qui contribuent à la lutte contre le blanchiment de capitaux.

La stabilisation: la Norvège œuvrera pour des communautés locales plus résilientes par le biais de différents mécanismes de stabilisation, afin de prévenir le recrutement pour les groupes extrémistes violents, comme l'action dans la région du lac Tchad. La Norvège encouragera une interaction entre les efforts humanitaires et de stabilisation qui respectent les principes humanitaires. Nous envisagerons continuellement une participation aux programmes de stabilisation dans la région. La Norvège poursuivra sa coopération avec le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC).

La sécurité maritime: compte tenu des intérêts maritimes substantiels de la Norvège, il sera nécessaire de suivre l'évolution de la sécurité maritime dans le Sahel au sens large, conformément aux instruments multilatéraux pertinents, notamment la résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU et l'architecture de Yaoundé, destinée à lutter contre la piraterie maritime.

3. La démocratie et l'égalité femmes-hommes:

Contribuer à une bonne gouvernance, à la mobilisation nationale des ressources, au développement démocratique, aux droits humains et à l'égalité femmes-hommes.

La démocratie et la bonne gouvernance ont été mises à rude épreuve ces dernières années, avec des coups d'État dans trois pays du Sahel, un processus de transition contesté dans un quatrième pays et, d'une façon générale, une incertitude importante pour ce qui est de la stabilité dans la région. La liberté d'expression et le champ d'action de la population civile ne cessent d'être rognés. Les pays du Sahel ont adhéré aux principaux instruments internationaux relatifs aux droits humains. Il est donc important que ces pays tiennent leurs engagements.

Il est difficile de coopérer avec des régimes non démocratiques, mais l'objectif doit être de consolider et/ou de mettre en place des processus de transition fiables et limités dans le temps en vue du rétablissement rapide d'un ordre constitutionnel démocratique. En même temps, nous devons faire en sorte que les autorités nationales et locales soient capables de fournir des services de base à la population civile et jouissent de la légitimité nécessaire auprès de la population. Une vigilance est en outre de mise concernant le respect des règles du jeu démocratiques aussi dans les États côtiers.

La Norvège mettra en particulier l'accent sur:

La transition vers un régime démocratique: la Norvège œuvrera pour que les régimes militaires non démocratiquement élus adoptent un calendrier contraignant pour une transition vers un régime démocratique civil. Ceci exigera un dialogue avec les gouvernements des pays en question. Il faudra aussi garder le contact avec la CEDEAO et les pays influents de la région. Un bon équilibre devra être trouvé pour éviter de légitimer les prises de pouvoir anticonstitutionnelles.

Les droits humains: la Norvège travaillera par le biais des canaux pertinents, notamment l'ONU, pour que les pays du Sahel tiennent leurs engagements.

La lutte contre la désinformation: la Norvège luttera contre l'influence néfaste des forces extérieures qui cherchent à saper les règles démocratiques fondamentales et les droits humains. Nous envisagerons de soutenir les mesures visant à lutter contre la désinformation.

L'État de droit: la Norvège appuiera les projets pertinents menés par l'ONU, l'UA, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et d'autres acteurs qui promeuvent l'État de droit et la bonne gouvernance, y compris la lutte contre la criminalité organisée et la corruption. Ces efforts devront cibler les autorités à la fois centrales et locales. Nous œuvrerons pour que les pays concernés respectent les règles de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), qui portent sur la transparence dans l'utilisation des revenus issus de l'extraction des ressources naturelles.

La mobilisation nationale et la gestion des ressources: la Norvège renforcera la coopération en vue d'augmenter le financement national du développement grâce aux recettes fiscales et à la gestion responsable des fonds publics.

La société civile: la Norvège soutiendra une société civile indépendante qui contribue au développement démocratique et à la fourniture des services de base dans le Sahel élargi, et elle fera en sorte que les perspectives de la société civile soient davantage prises en compte dans ces questions et que leur champ d'action soit préservé.

Les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes: la Norvège continuera d'être un acteur constructif et clair dans la région en vue d'obtenir l'égalité femmes-hommes et de sauvegarder tous les droits des filles et des femmes conformément au plan d'action pour les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes.

L'éducation: la Norvège continuera d'œuvrer pour que l'éducation contribue au développement démocratique et à l'égalité femmes-hommes

Dilemmes et risques associés à la mise en œuvre de la stratégie

La situation sur le plan de la sécurité, le manque d'enceintes de coopération et la rhétorique anti-occidentale créent une série de dilemmes pour le travail futur.

Les dilemmes suivants seront particulièrement importants pour la suite du travail:

- **La coopération avec des régimes non démocratiques.** Une coopération directe en matière d'aide avec des régimes non démocratiques n'est pas d'actualité pour la Norvège. Compte tenu de la situation, il sera naturel d'adresser l'aide directement à la population civile et d'utiliser des canaux comme la société civile, l'ONU et des fonds et organismes multilatéraux, de même que l'UA et les organisations régionales. L'aide norvégienne aux organisations locales de la société civile est importante car leur marge de manœuvre ne cesse de rétrécir. Il est donc nécessaire aussi de relier entre elles les organisations locales de la société civile au sein de réseaux et de coalitions. Des contacts seront parallèlement requis avec différentes composantes des pouvoirs publics, en particulier aux niveaux technique et local, notamment pour notre engagement diplomatique humanitaire, notre coopération thématique concernant la sécurité alimentaire et l'éducation, y compris la Déclaration sur la sécurité dans les écoles. Il faudra aussi des contacts avec les autorités centrales, par exemple dans le cadre du dialogue sur la coopération régionale et les processus de transition vers un régime démocratique.
- **La rhétorique anti-occidentale:** les pays du Sahel, et en particulier le Mali, le Burkina Faso et le Niger, se caractérisent par une rhétorique anti-occidentale, où la question de la souveraineté est centrale. Cette rhétorique contient des critiques constantes à l'encontre des pays occidentaux et du système de l'ONU. En plus, ces pays consolident leurs liens avec des États autoritaires tels que la Russie, la Chine et l'Iran, pour n'en citer que quelques-uns. Le Sahel est devenu un lieu de rivalités géopolitiques. Ces facteurs rendent plus difficile le dialogue avec les autorités sur la gouvernance et le développement démocratique, dialogue qu'il est dans certains cas préférable de mener en coopération avec l'ONU, les organisations multilatérales et régionales ou d'autres partenaires. La rhétorique anti-occidentale et l'opposition aux agendas relatifs aux droits renforcés en matière de santé sexuelle et reproductive (SDSR) et aux LGBT+ risquent d'augmenter.
- **Le manque d'organisations de coopération régionales:** après le retrait de trois pays du Sahel de la CEDEAO et la dissolution du G5 Sahel, le manque de structures de coopération régionales fonctionnant correctement signifie qu'il y a moins d'enceintes de dialogue. Il règne surtout une incertitude quant à la manière dont la CEDEAO va évoluer, tant en termes de nombre de membres que de domaines de travail prioritaires. Suite à cette situation, les organes de l'ONU, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement jouent un rôle plus prégnant, mais il est aussi important de poursuivre le dialogue via une sélection d'organisations de la société civile et d'individus. En même temps,

il faut faire en sorte que des organismes comme l'UA et la CEDEAO puissent mieux honorer leur mandat.

- **Une situation sécuritaire délicate.** La situation sécuritaire dans les pays du Sahel est difficile et on ignore dans quelle mesure les organes de l'ONU et les organisations de la société civile pourront mettre en œuvre des projets de développement, des actions humanitaires et des programmes de construction de la paix. Cette situation entraîne également des répercussions sur la sécurité du personnel sur le terrain. Il devient en outre difficile de réaliser des évaluations indépendantes des projets. Une flexibilité et une capacité d'adaptation seront par conséquent de mise. Les évaluations de l'action norvégienne au Sahel ont recommandé davantage d'audace dans le choix des partenaires. Ceci est mis en balance avec le risque et une présence limitée dans la région. Tant que les partenaires établis effectuent un travail utile, ce que confirme la dernière évaluation, le seuil prévu pour nouer des partenariats nouveaux ou innovants sera relativement élevé.
- **Le déménagement de l'ambassade.** Le déplacement de Bamako à Dakar de l'ambassade qui couvre le Sahel pourra renforcer davantage la perspective régionale puisque Dakar occupe une place centrale pour de nombreuses organisations multilatérales et organisations majeures de la société civile. Ceci exigera cependant des visites fréquentes dans les pays qui faisaient auparavant partie du G5 Sahel.

4 Coordination et partenariat

Les évaluations antérieures de l'action norvégienne au Sahel ont souligné la nécessité de renforcer la coordination interne et externe. Il est prévu de consolider la coordination norvégienne dans la mise en œuvre de la stratégie. Ceci vaut en interne au ministère, avec la Norad (l'Agence norvégienne de coopération au développement) et les ministères spécialisés concernés. D'autre part, le contact avec la société civile norvégienne sera consolidé par un recours plus fréquent aux mécanismes existants pour l'échange d'informations et la coordination. Les organisations norvégiennes de la société civile constituent un canal particulièrement important étant donné leur coopération étroite et efficace avec les partenaires locaux qui ont une bonne connaissance et compréhension de l'évolution dans la région.

L'ONU est un acteur majeur sur les plans normatif et opérationnel. La coopération avec le système de l'ONU est donc cruciale pour le suivi de tous les domaines prioritaires de la stratégie révisée. L'ONU est en outre une enceinte majeure pour soulever les questions concernant le Sahel, notamment au sein du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme. La Norvège travaille au sein de la Commission de consolidation de la paix et est un soutien majeur du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Elle joue depuis longtemps un rôle international de premier plan dans le suivi de la résolution n° 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité et a contribué activement à mettre en avant les femmes, la paix et la sécurité dans la MINUSMA.

Le système de l'ONU est un partenaire important pour la mise en œuvre de projets et programmes concrets destinés à aider les pays de la région à créer des communautés locales résilientes et, à plus long terme, à atteindre leurs objectifs de développement durable. La coopération avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement est primordiale pour pouvoir atteindre les objectifs à long terme de la stratégie pour le Sahel. La Norvège cherchera à jouer un rôle de catalyseur en favorisant des initiatives susceptibles de déclencher un financement à long terme plus large.

La Norvège continuera de prendre une part active aux mécanismes de coordination internationaux tels que la Coalition pour le Sahel (politique) et l'Alliance Sahel (développement). L'Alliance Sahel met l'accent sur le développement et comprend aussi de grands acteurs internationaux pertinents qui sont engagés au Sahel, comme la famille de l'ONU, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Les priorités de l'Alliance Sahel correspondent bien aux priorités norvégiennes, par exemple la sécurité alimentaire, la création d'emplois, le climat, le renforcement des communautés locales et la fourniture de services de base. La Norvège travaillera au renforcement de la coordination entre l'Alliance Sahel et la Coalition pour le Sahel.

La Norvège participe au groupe des représentants spéciaux occidentaux pour le Sahel qui est géré par l'UE et qui inclut également des pays aux positions proches. L'interface avec l'UE est primordiale compte tenu de son engagement conséquent

dans la région élargie. Les contacts avec l'UE sont également importants puisque l'évolution au Sahel a des retombées sur le continent européen par les mouvements de migrants et de réfugiés et que les groupes terroristes au Sahel représentent un défi sécuritaire durable pour l'Europe. Le commerce de minéraux critiques avec les pays du Sahel est lui aussi important pour que l'Europe puisse atteindre ses objectifs de transition écologique. La coordination nordique est particulièrement significative dans le cadre de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, au sein desquelles nous faisons partie de la même circonscription. Le Norvège coopère de manière satisfaisante avec les États-Unis et le Royaume-Uni, entre autres, concernant le Sahel et l'Afrique occidentale. Cette coopération sera poursuivie. Il est crucial d'entretenir un bon dialogue avec des États côtiers comme le Nigeria et le Ghana et les pays d'Afrique du Nord afin d'appuyer les mesures destinées à promouvoir la sécurité maritime.

Les fonds norvégiens ont permis de renforcer l'action de l'UA au Sahel. La Norvège s'efforcera de consolider encore la capacité de l'organisation à mettre en œuvre ses stratégies globales dans la région. La Norvège poursuivra les contacts avec la CEDEAO. Elle soutiendra les efforts des pays de la région pour mettre en place une architecture de coopération régionale qui appuie et complète la CEDEAO. Il est important que les pays de la région soient aux commandes et prennent en main un tel travail.

Publié par:
Ministère des Affaires étrangères

Commande de publications:
Organisation de la sécurité et des services des ministères
publikasjoner.dep.no
Téléphone: + 47 22 24 00 00
La publication est accessible sur:
www.regjeringen.no
Code de publication: E-1029 F

Photo page de couverture: Sahel Alliance

Imprimeur: Organisation de services de sécurité et d'organisation
des services des ministères 01/2025

